

Rapport annuel

2006





TABLE DES MATIÈRES

Message de la direction aux actionnaires	4
Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	6
Résultats consolidés	14
Bénéfices non répartis consolidés	15
Bilan consolidé	16
Flux de trésorerie consolidés	18
Notes complémentaires	20
Responsabilité de la direction	38
Rapport des vérificateurs	39





UNIPRIX



DES FAITS ET DES AMBITIONS

Chers et chères actionnaires,

Le conseil d'administration et la direction de Uniprix inc. sont fiers de vous présenter ce rapport annuel qui résume les actions posées au cours de l'année 2006. Un tel outil nous permet de synthétiser, de façon claire et sans équivoque, le fruit de nos réflexions, de nos décisions et de nos actions.

L'année 2006 a filé à vive allure. Elle a été ponctuée d'une série de décisions dont les effets, à court ou à long terme, ne visent qu'un seul et même objectif : assurer la poursuite de la croissance d'une compagnie de grande qualité, souvent appelée familièrement « Groupe Uniprix », afin d'illustrer la force de près de 400 pharmacies qui sont réunies sous les bannières Uniprix, Unipharm, Clinique Santé et Uniclinaire. Toutes ces pharmacies affiliées constituent, rappelons-le avec fierté, le plus important regroupement de pharmaciennes et de pharmaciens indépendants au Québec!

DES DÉCISIONS RÉFLÉCHIES

Les chiffres qui vous sont présentés dans les pages qui suivent parlent d'eux-mêmes. Ils illustrent clairement que la formule de « franchiseur-franchisé », qui a mené Uniprix inc. et ses actionnaires vers d'innombrables réussites au fil des ans, demeure très pertinente, même si elle se doit d'être révisée.

La preuve de cette pertinence : ce sont les actionnaires qui, dans leurs pharmacies affiliées à Uniprix, tirent profit de la gestion serrée de Uniprix inc. De plus, ils bénéficient des revenus générés par les services offerts « à la carte » aux pharmacies affiliées aux bannières Unipharm, Clinique Santé et Uniclinaire.

Il est indéniable que le retour sur investissement dont profitent nos actionnaires demeure nettement plus élevé que tous les meilleurs rendements possible sur les différents marchés. Et, au-delà des chiffres, il y a eu, au sein de notre compagnie, de nombreuses réflexions de fond qui se sont traduites en décisions réfléchies.

DES SUCCÈS DIGNES DE MENTION!

De nouveaux points de vente arborant la bannière Uniprix, une croissance remarquable sous Unipharm et une très grande stabilité du côté de Clinique Santé : l'année 2006 en aura été une de « consolidation des acquis ».

À titre d'exemple, la dernière année fut marquée par le déploiement de Unidis S.E.N.C., cette compagnie détenue en parts égales par McKesson Canada et Uniprix inc. – qui partagent équitablement les profits de ce grossiste « unique au monde » !

Et que dire d'Aéropian, le programme de fidélisation par excellence au Canada, avec qui la bannière Uniprix a conclu un partenariat exclusif pour le secteur de la pharmacie de détail au Québec? Non seulement les consommateurs y trouvent-ils leur compte en accumulant des milles échangeables contre des voyages et plusieurs autres avantages, mais les points de vente Uniprix qui ont su exploiter efficacement cet avantage concurrentiel ont vu la moyenne d'achat par client augmenter considérablement !

UN AVENIR DE QUALITÉ, SOUS LE SIGNE DE LA PERTINENCE

À l'aube de ses 30 ans, Uniprix inc. remplit une mission qui demeure aussi pertinente, pour ses actionnaires et ses membres affiliés, qu'elle l'était en 1977.

Ensemble, nous devons absolument nous bâtir un avenir de qualité. En misant sur la complémentarité de nos talents individuels et collectifs. En utilisant à bon escient la force « incontournable » de nos pharmacies qui vivent au cœur de près de 400 quartiers au Québec. Et en misant sur les valeurs qui ont toujours permis à des pharmaciennes et des pharmaciens d'époques et d'âges différents de surpasser leurs objectifs personnels et professionnels.

Normand Bonin

Président du conseil d'administration

François Castonguay

Président et chef de la direction

UNIDIS



*À l'aube de ses 30 ans,
Uniprix inc. remplit une mission
qui demeure aussi pertinente,
pour ses actionnaires et
ses membres affiliés,
qu'elle l'était en 1977.*



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

INTRODUCTION

Tout au long de l'exercice financier 2006, les principaux concurrents d'Uniprix se sont livrés à une véritable surenchère dans une tentative de s'approprier quelques-unes des parts de marché que nous détenons présentement.

En fait, cette compétition, très agressive, témoigne clairement de la convoitise que peut susciter la position enviable occupée par Uniprix dans ses différents marchés et de la place spécifique que nous occupons au Québec.

Cette conjoncture nous a tout de même incités à redoubler d'efforts pour faire face à cette concurrence et, surtout, pour soutenir l'ensemble de nos points de vente et assurer la relève indispensable au développement d'Uniprix.

Les énergies et les ressources que nous avons consacrées à cette fin ont porté fruit : non seulement avons-nous consolidé notre position dans nos marchés, mais grâce au déploiement de la bannière Unipharm, combiné à une gestion rigoureuse de la bannière Clinique Santé, nous avons réalisé de nouvelles percées.

Ainsi, au terme de l'exercice financier 2006, Uniprix compte quatre nouveaux points de vente, pour un total de 193 pharmacies, comparativement à 189 au 31 décembre 2005.

Nous avons donc réussi à relever d'importants défis au cours de cette année, tout en respectant l'ambitieuse vision qui sous-tend le modèle d'affaires propre à Uniprix : devenir la société de services pharmaceutiques au détail la plus performante au Québec.

Il n'en demeure pas moins que nos concurrents ne relâcheront pas leurs efforts et que nous devons adapter nos façons de faire à cette nouvelle réalité. Pour y parvenir, et de concert avec nos membres actionnaires et nos employés, nous devons continuer à améliorer l'expérience client dans chacun de nos points de vente, tout en optimisant la gestion de nos opérations courantes.

C'est la poursuite résolue de ces objectifs, conjuguée au développement soutenu de nouveaux partenariats d'affaires avec nos principaux fournisseurs de biens et services – une formule gagnant-gagnant – ainsi qu'à une gestion rigoureuse et transparente de l'ensemble de nos opérations, qui nous assure qu'Uniprix demeure, encore et toujours, la meilleure bannière de pharmacies, tant pour les pharmaciens-propriétaires que pour la collectivité.

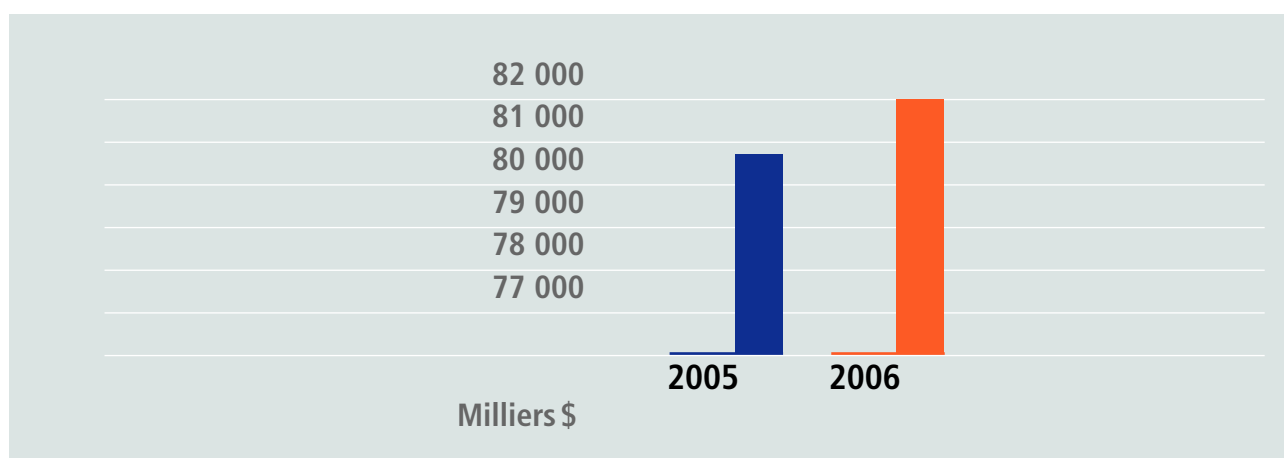
Nous avons mérité cette reconnaissance tout en continuant à offrir à nos membres actionnaires des rendements constants, solides et durables, comme en fait foi ce rapport de gestion. Nous pouvons en être fiers.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

FAITS SAILLANTS

Au terme de l'exercice financier 2006, les revenus totaux d'Uniprix s'élevaient à 81 005 000 \$. Il s'agit là d'une augmentation de 1 273 000 \$, ou 1,6 %, comparativement aux résultats de l'exercice financier 2005, alors que les revenus totaux s'établissaient à 79 732 000 \$.

REVENUS TOTAUX



Les frais d'exploitation ont augmenté de 1,6 % au cours de l'exercice financier 2006, passant de 75 974 000 \$ au 31 décembre 2005 à 77 219 000 \$ au 31 décembre 2006.

L'augmentation des frais d'exploitation se répartit uniformément dans les différentes rubriques des états financiers, à l'exception du coût des produits et services, qui a diminué de 1 019 000 \$, et des frais de financement nets, qui ont diminué de 146 000 \$.

La diminution du coût des produits et services est attribuable au fait qu'Uniprix a négocié moins de produits en ventes spéciales, ainsi qu'à une légère baisse en matière de contrats d'aménagement. Quant à la diminution des frais de financement nets, elle est essentiellement attribuable aux revenus d'intérêts ainsi qu'au remboursement de dettes.

Les frais de vente et d'administration et les amortissements ont légèrement augmenté, respectivement de 198 000 \$ et 164 000 \$. Cette hausse est attribuable aux investissements immobiliers et à l'augmentation du coût de la vie.

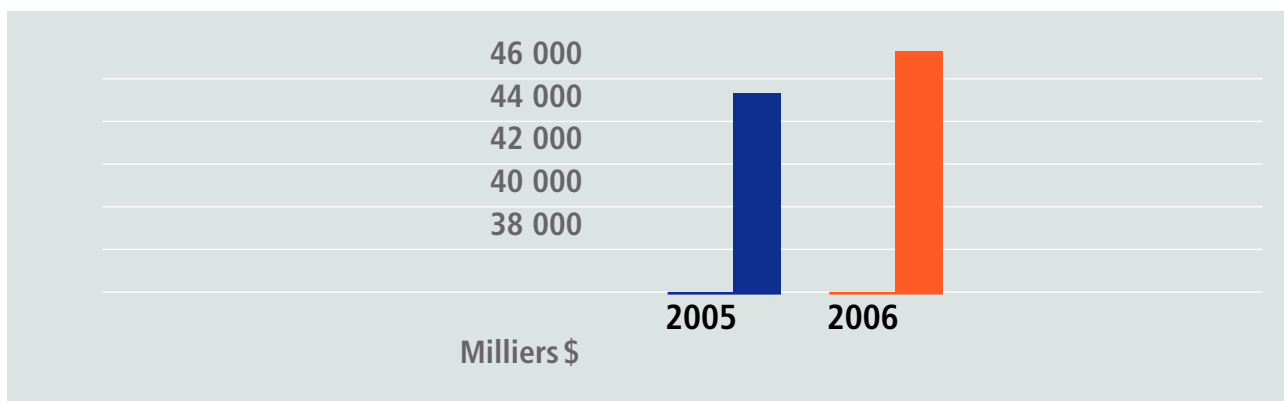
Les dépenses liées aux services aux membres, à la publicité et au marketing, sont passées de 43 691 000 \$ en 2005 à 45 739 000 \$ en 2006.

Pour l'exercice financier 2006, 56 % des revenus totaux d'Uniprix ont ainsi été consacrés aux services aux membres, à la publicité et au marketing. Pour l'exercice financier 2005, cette proportion s'établissait à 55 %.

En d'autres termes, Uniprix retourne toujours à ses membres au moins 55 % de ses revenus totaux sous forme de services, de campagnes publicitaires et d'activités de marketing.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

FRAIS DE SERVICES AUX MEMBRES, PUBLICITÉ ET MARKETING



BÉNÉFICES

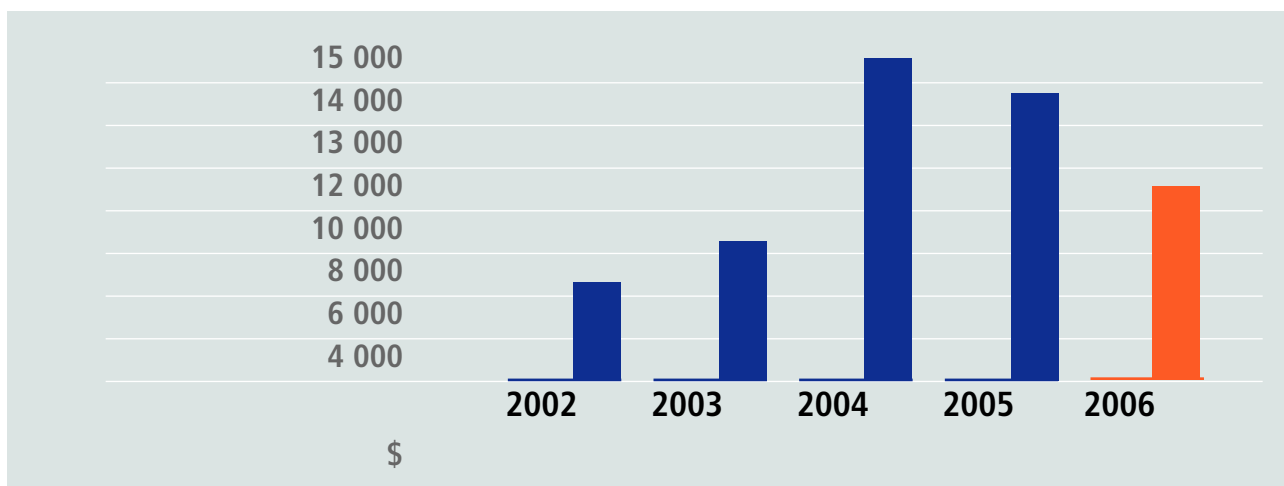
Tout au long de l'exercice financier 2006, et en dépit d'une concurrence très agressive, Uniprix s'est souciée de rehausser tant la quantité que la qualité de la gamme de services offerts à ses membres actionnaires.

Cet objectif primordial ne pourrait cependant être réalisé sans une attention constante et soutenue à la gestion rigoureuse des affaires courantes. Tout au long de l'année, Uniprix a donc veillé à appliquer, de la manière la plus efficace possible, les façons de faire qui ont assuré son succès à ce jour.

C'est ainsi qu'au terme de l'exercice financier 2006, le siège social d'Uniprix a réalisé un bénéfice net de 2 225 000 \$. Pour la troisième année consécutive donc, Uniprix a réussi à générer un bénéfice net supérieur à 2 000 000 \$, et ce, en dépit d'une concurrence notablement agressive.

Pour l'exercice financier 2006, le bénéfice par action d'Uniprix s'établit ainsi à 11 647 \$, un résultat surpassé seulement lors des exercices financiers 2004, une année record où le bénéfice par action s'élevait à 14 657 \$, et 2005 où le bénéfice par action s'élevait à 13 854 \$.

BÉNÉFICE PAR ACTION



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice financier 2006, pratiquement comme pour l'exercice financier précédent, toutes les activités ont contribué à l'augmentation des revenus totaux d'Uniprix. Seules exceptions : les ventes de produits et services (en raison de la baisse du nombre de ventes spéciales) et les contrats d'aménagement ont légèrement diminué.

Quant aux frais d'exploitation (autres que le coût des produits et services), ils ont augmenté normalement, exception faite des frais de financement nets qui ont diminué étant donné que les revenus d'intérêts ont plus que doublé, passant de 147 000 \$ en 2005 à 363 000 \$ en 2006.

En pourcentage, les frais d'administration sont demeurés stables. Au 31 décembre 2006, ils représentaient en effet 4,7 % des revenus totaux d'Uniprix, comparativement à 4,5 % au cours de l'exercice financier précédent.

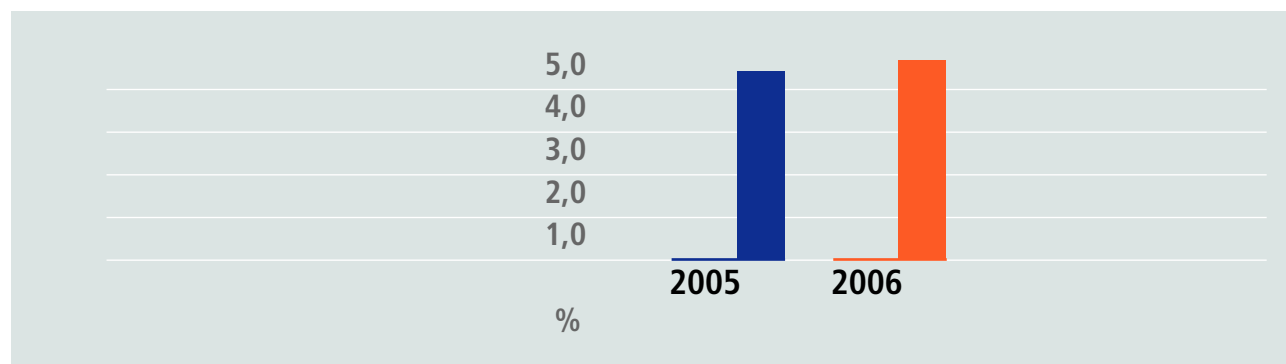
Au terme de l'exercice financier 2006, l'item « Amortissement » affiche une augmentation de 164 000 \$ par rapport au 31 décembre 2005. Cette hausse est essentiellement attribuable aux trois éléments suivants :

- Uniprix a procédé à des investissements de 1 443 000 \$ dans des propriétés immobilières;
- l'entreprise a investi 212 000 \$ dans des immobilisations corporelles;
- les frais reportés ont connu une augmentation de 1 295 000 \$.

Ces éléments sont présentés à la rubrique « Investissement », à l'état des flux de trésorerie consolidés.

À titre de comparaison, Uniprix avait investi seulement 342 000 \$ dans des propriétés immobilières et 38 000 \$ dans l'acquisition d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice financier 2005 ainsi que 485 000 \$ dans les frais reportés.

DÉPENSES D'ADMINISTRATION EN POURCENTAGE DES REVENUS TOTAUX



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

Au 31 décembre 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 1 561 000 \$, soit une augmentation de 258 000 \$ par rapport à 1 303 000 \$ au 31 décembre 2005. Pour l'exercice financier 2006, ces impôts représentent une ponction de 41,2 % sur le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, comparativement à 34,7 % pour l'exercice financier 2005. Cet écart de 258 000 \$ est essentiellement attribuable à deux éléments : l'augmentation des impôts sur les bénéfices au taux effectif par rapport à 2005, qui a entraîné une variation de 84 000 \$, et les écarts liés aux autres éléments, qui représentent 174 000 \$.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 1^{er} janvier 2005, Uniprix a cédé la quasi-totalité des actifs de sa filiale en propriété exclusive « 3660699 Canada inc. », reliés à ses activités de vente au détail. Effectuée hors du cours normal des affaires, cette transaction a été réalisée au prix convenu entre les parties, soit à la juste valeur marchande des actifs cédés.

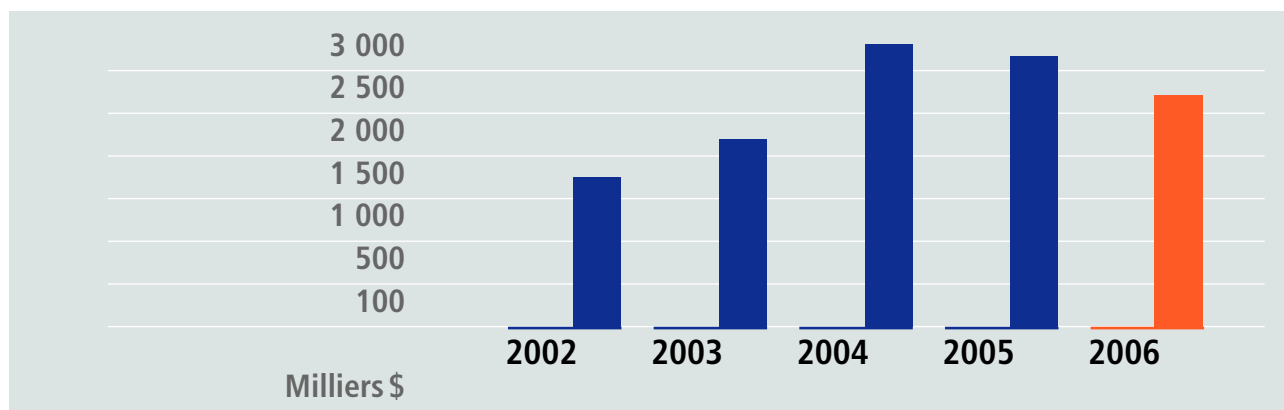
Le tableau ci-dessous présente les principales informations financières relatives aux activités abandonnées.

	2005 \$
Gain sur cession d'actifs	263 000
Impôts sur les bénéfices	<u>82 000</u>
Bénéfice des activités abandonnées	<u>181 000</u>

Les actifs ont été cédés pour un montant de 1 781 206 \$, ce qui s'est traduit par un gain sur cession de 263 000 \$. En contrepartie, la société a reçu 875 131 \$ en espèces, un effet à recevoir de 862 766 \$ et une prise en charge de crédateurs de 43 309 \$.

Au terme de l'exercice financier 2006, Uniprix enregistre donc un bénéfice net de 2 225 000 \$, soit une diminution de 411 000 \$ par rapport au bénéfice net enregistré au terme de l'exercice financier 2005. Il s'agit là de la troisième meilleure performance de l'histoire de Uniprix.

ÉVOLUTION DU BÉNÉFICE NET



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

VARIATION DU BÉNÉFICE NET

	\$
Augmentation des revenus totaux	1 273 000
Augmentation des frais d'exploitation	(1 245 000)
Bénéfice des activités abandonnées en 2005	(181 000)
Augmentation des impôts sur les bénéfices	(258 000)
	<u>(411 000)</u>

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au terme de l'exercice financier 2006, la situation de la trésorerie d'Uniprix peut être considérée comme saine et adéquate, en ce qui concerne les liquidités et les ressources en capital.

Les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 13 503 000 \$ au cours de l'exercice financier 2006, alors qu'elles avaient généré des liquidités de 375 000 \$ pour la même période en 2005, soit une variation positive de 13 128 000 \$.

Ce redressement est attribuable aux éléments suivants :

	\$
Variation des flux de trésorerie liés aux débiteurs	14 093 000
Variation des flux de trésorerie liés aux créditeurs	(4 444 000)
Variation des flux de trésorerie liés aux produits d'exclusivité reportés	3 338 000
Autres variations	141 000
	<u>13 128 000</u>

Les variations dans les postes « débiteurs » et « créditeurs » s'expliquent par le changement de vocation de la filiale d'Uniprix, Corporation Unidis, qui a cessé d'être un tiers payeur pour devenir gestionnaire de commerces de détail. 73,5 % de la variation totale de 13 128 000 \$ est attribuable à ce changement.

Les investissements réalisés par Uniprix au cours de l'exercice financier 2006 se sont élevés à 14 816 000 \$, soit une hausse de 8 703 000 \$ par rapport à l'exercice financier précédent, alors qu'ils s'élevaient à 6 113 000 \$. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition d'entreprises en coentreprise pour un montant total de 5 665 000 \$, à l'augmentation des investissements dans les propriétés immobilières, pour un montant de 1 101 000 \$, à l'augmentation des investissements en frais reportés, d'un montant de 810 000 \$, ainsi qu'à l'augmentation des avances, d'un montant de 750 000 \$.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL (suite)

L'écart résiduel, soit un montant de 377 000 \$, est constitué des variations dans les postes « placements », « acquisitions d'immobilisations corporelles » et « produit de cession d'une propriété immobilière ».

La rubrique « Financement » des états financiers consolidés démontre les effets de l'acquisition par Uniprix de deux commerces de détail en coentreprise en fin d'exercice financier. Uniprix a alors dû recourir à sa marge de crédit, pour un montant de 4 783 000 \$ qui, ordinairement, aurait dû être financé à long terme. Cependant, compte tenu de la période de l'exercice financier au cours de laquelle la transaction a été réalisée, Uniprix n'a pu finaliser le financement à long terme nécessaire à la clôture de la transaction. Le crédit à long terme a finalement été mis en place au mois de mars 2007, et c'est ce qui explique principalement l'augmentation de 4 155 000 \$ du poste « emprunt bancaire ».

SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2006, l'actif d'Uniprix s'établissait à 71 821 000 \$, soit une augmentation de 2 382 000 \$ par rapport à l'actif au bilan consolidé de l'exercice financier 2005.

Les divers éléments qui composent l'actif n'ont pas participé également à cette augmentation, essentiellement attribuable aux éléments suivants :

1. Corporation Unidis

- a) Corporation Unidis a modifié ses activités en abandonnant sa fonction de tiers payeur au grossiste pour devenir une coentreprise. Le 4 décembre 2006, la société a acquis en coentreprise la quasi-totalité des actifs et des passifs des sociétés « Groupe J-C Dessureault Inc. » et « Escomptes J.C. Dessureault Ltée ». La quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis appartenant à la société se détaille comme suit :

Équipement	216 000
Stocks	641 000
Clauses de non-concurrence	959 000
Écart d'acquisition	3 966 000
Comptes fournisseurs assumés	(117 000)
	<hr/>
	5 665 000

- b) Corporation Unidis, abandonnant sa fonction de tiers payeur, a contribué à réduire les débiteurs de (9 776 000)

suite en page 13

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

SITUATION FINANCIÈRE (suite)

2. Corporation financière Uniprix a augmenté ses placements nets	2 187 000
3. Augmentation nette des propriétés immobilières	1 173 000
4. Impôts futurs additionnels	1 508 000
5. Augmentation nette des frais reportés	1 028 000
6. Autres éléments	597 000
	<hr/>
	2 382 000

Le ratio « emprunts/capitaux propres » s'est amélioré au cours de l'exercice financier 2006. Au 31 décembre 2006, ce ratio s'établissait à 3,2:1, comparativement à 3,6:1 au 31 décembre 2005. La bonne tenue de ce ratio, d'un exercice financier à l'autre, reflète l'excellente performance d'Uniprix au cours de l'exercice financier.

Le ratio des fonds de roulement consolidés s'est maintenu au-dessus de 1,0.

Uniprix respecte tous les ratios financiers exigés par ses institutions financières.

RISQUES ET INCERTITUDES

Compte tenu du grand nombre de clients composant sa clientèle, Uniprix considère que le risque de crédit lié aux débiteurs est faible. Au 31 décembre 2006, aucun débiteur n'exposait la société à un risque de crédit important.

Les présents états financiers comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements, ainsi que sur des estimations. L'information financière contenue ailleurs dans ce rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers consolidés, vérifiés par Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L.



Michel Michelin, CA
Directeur principal, Finances et comptabilité

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

<i>DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE</i> (en milliers de dollars)	2006	2005
	\$	\$
PRODUITS	81 005	79 732
FRAIS D'EXPLOITATION		
Coût des produits et services	25 849	26 868
Services aux membres, publicité et marketing	45 739	43 691
Frais d'administration	3 795	3 597
Frais de financement nets (note 19)	978	1 124
Créances douteuses	42	42
Amortissement (note 20)	816	652
	77 219	75 974
BÉNÉFICE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	3 786	3 758
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 21)	1 561	1 303
BÉNÉFICE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	2 225	2 455
BÉNÉFICE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES (note 4)	-	181
BÉNÉFICE NET	2 225	2 636

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

<i>DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE</i> (en milliers de dollars)	2006	2005
	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	14 987	12 389
Bénéfice net	2 225	<u>2 636</u>
	17 212	15 025
Impôt remboursable au titre de dividendes (note 5)	(100)	<u>(38)</u>
SOLDE À LA FIN	17 112	<u>14 987</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



BILAN CONSOLIDÉ

<i>AU 31 DÉCEMBRE</i> (en milliers de dollars)	2006	2005
	\$	\$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Débiteurs (note 6)	33 811	43 587
Stocks	870	230
Frais payés d'avance	274	308
Avances, sans intérêt	750	-
Placements réalisables au cours du prochain exercice (note 7)	3 606	3 924
Impôts futurs (note 21)	83	-
	39 394	48 049
PLACEMENTS (note 7)	7 005	4 500
PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES (note 8)	3 560	2 387
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)	4 819	4 663
FRAIS REPORTÉS (note 10)	1 744	716
ACTIFS INCORPORELS (note 11)	1 009	225
IMPÔTS FUTURS (note 21)	2 315	890
ÉCARTS D'ACQUISITION (note 3)	11 975	8 009
	71 821	69 439

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ (suite)

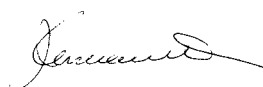
<i>AU 31 DÉCEMBRE</i> (en milliers de dollars)	2006	2005
	\$	\$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Découvert bancaire (note 12)	1 561	6 113
Emprunt bancaire (note 12)	18 555	14 400
Créditeurs (note 13)	13 798	18 634
Impôts sur les bénéfices à payer	792	412
Impôts futurs (note 21)	44	-
Produits perçus d'avance	1 553	1 147
Dette à long terme, échéant au cours du prochain exercice (note 14)	2 780	4 015
	39 083	44 721
DETTE À LONG TERME (note 14)	6 687	6 834
PRODUITS D'EXCLUSIVITÉ REPORTÉS	8 884	2 843
	54 654	54 398
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (note 15)	49	48
SURPLUS D'APPORT (note 16)	6	6
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	17 112	14 987
	17 167	15 041
	71 821	69 439

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :



Normand Bonin, administrateur



Jacques Arsenault, administrateur



FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE</i> (en milliers de dollars)	2006	2005
	\$	\$
EXPLOITATION (note 18)		
Bénéfice des activités poursuivies	2 225	2 455
Ajustements pour :		
Amortissement des frais de financement reportés (note 19)	127	127
Amortissement (note 20)	816	652
Provision pour perte éventuelle sur placements	107	-
Perte sur cession d'une propriété immobilière	7	-
Impôts futurs	(1 464)	(773)
	1 818	2 461
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 18)	11 685	(2 086)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation liée aux activités poursuivies	13 503	375
INVESTISSEMENT (note 18)		
Acquisition d'entreprises (note 3)	(5 665)	-
Augmentation des avances	(750)	-
Augmentation des placements	(9 383)	(8 171)
Diminution des placements	3 767	2 130
Investissement dans les propriétés immobilières	(1 443)	(342)
Produit de cession d'une propriété immobilière	165	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(212)	(38)
Augmentation des frais reportés	(1 295)	(485)
Flux de trésorerie affectés à l'investissement lié aux activités poursuivies	(14 816)	(6 906)
Flux de trésorerie provenant de l'investissement lié aux activités abandonnées	-	793
	(14 816)	(6 113)
Solde à reporter	(1 313)	(5 738)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (suite)

<i>DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE</i> (en milliers de dollars)	2006	2005
	\$	\$
Solde reporté	(1 313)	(5 738)
FINANCEMENT (note 18)		
Variation nette de l'emprunt bancaire	4 155	(4 112)
Augmentation de la dette à long terme	4 428	6 667
Remboursement de la dette à long terme	(2 619)	(2 445)
Émission d'actions	3	-
Rachat d'actions	(2)	-
Impôt remboursable au titre de dividendes	(100)	(38)
	5 865	72
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES	4 552	(5 666)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT	(6 113)	(447)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN	(1 561)	(6 113)

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et le découvert bancaire.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



NOTES COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 1 — STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, fournit des services d'achats de groupe, de publicité et des services opérationnels à ses membres et actionnaires (ci-après les membres).

NOTE 2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les conventions jugées particulièrement importantes pour la société sont décrites ci-dessous.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, ceux de ses filiales en propriété exclusive « 3660699 Canada Inc. » (liquidée en 2006) et « Corporation Financière Uniprix / Uniprix Financial Corporation », ainsi que les comptes de sa coentreprise (filiale jusqu'au 4 décembre 2006) « Corporation Unidis / Unidis Corporation », consolidés proportionnellement depuis le 4 décembre 2006.

ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants présentés dans l'actif et le passif et la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

CONSTATATION DES PRODUITS

La société enregistre ses produits provenant de la vente de marchandises lorsque celles-ci sont livrées au grossiste.

Les redevances, calculées en fonction des produits des membres, sont inscrites aux résultats à mesure qu'elles sont gagnées.

Les produits liés à la publicité, aux services aux membres et aux activités immobilières sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

Les produits sont constatés lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces correspondent aux soldes en caisse, au découvert bancaire et à des placements très liquides échéant dans un délai de moins de trois mois.

STOCKS

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

PLACEMENTS

Les placements sont comptabilisés au coût moins une provision pour perte éventuelle.

PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES

Les propriétés immobilières détenues à des fins de location sont comptabilisées au coût d'acquisition et elles sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode du solde résiduel au taux de 4 %.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles et les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes, durées ou taux indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Durées ou taux
Bâtisse	Solde résiduel	4 %
Enseigne	Linéaire	10 ans
Mobilier et agencement	Linéaire	10 ans
Équipement	Linéaire	10 ans
Matériel roulant	Linéaire	3 ans
Équipements informatiques	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Équipements informatiques loués en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire	3 ans
Équipements loués en vertu d'un contrat de location-acquisition	Linéaire	5 ans

FRAIS REPORTÉS

Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de dix ans, soit la durée du financement à long terme correspondant.

Les frais d'affiliation sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats, soit sur des périodes variant de 4 à 10 ans.

Les incitatifs à la location sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux s'y rapportant, soit sur des périodes de 9 et 10 ans.



NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

ACTIFS INCORPORELS

Les droits au bail sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie résiduelle des baux.

Les clauses de non-concurrence sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats, soit 5 ans.

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets acquis. L'écart d'acquisition n'est plus amorti depuis le 1^{er} janvier 2002 et, depuis cette date, est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent qu'il pourrait avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable par rapport à la juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite.

PRODUITS D'EXCLUSIVITÉ REPORTÉS

Les produits provenant d'ententes d'exclusivité sont reportés et amortis sur les durées des contrats s'y rapportant selon la méthode de l'amortissement linéaire.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La société utilise la méthode du passif fiscal selon laquelle des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Le taux d'imposition en vigueur est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts futurs qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 3 — ACQUISITION D'ENTREPRISES

Le 4 décembre 2006, la société a acquis, en coentreprise, la quasi-totalité des actifs et des passifs des sociétés « Groupe J-C Dessureault Inc. » et « Escomptes J.C. Dessureault Ltée ». La quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis appartenant à la société se détaille comme suit :

	\$	
Équipement	216	
Stocks	641	
Clauses de non-concurrence	959	
Comptes fournisseurs assumés	(117)	
Écart d'acquisition	3 966	
	<hr/>	
Actifs nets acquis et contrepartie en espèces	5 665	
	<hr/>	

L'écart d'acquisition de 3 966 000 \$ correspond à la variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition présentés au bilan.

La quote-part des actifs et passifs de la coentreprise au 31 décembre 2006 et la quote-part des produits et charges, du bénéfice net et des flux de trésorerie de la coentreprise depuis l'acquisition jusqu'au 31 décembre 2006 se détaillent comme suit :

	\$	
Actif à court terme	1 016	
Actif à long terme	5 122	
Passif à court terme	344	
Passif à long terme	45	
Produits	180	
Charges	179	
Bénéfice net	1	
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation	44	
Investissement	5 665	
Financement	(61)	

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 4 — ABANDON D'ACTIVITÉS

Le 1^{er} janvier 2005, la société a cédé la quasi-totalité des actifs de sa filiale en propriété exclusive « 3660699 Canada Inc. », reliés à ses activités de vente au détail, à une société dont l'un des actionnaires est membre du conseil d'administration de la société. Cette transaction, effectuée hors du cours normal des affaires, est mesurée à la valeur d'échange étant donné qu'il y a un changement réel de participation dans les actifs cédés.

Les principales informations financières concernant la filiale incluses dans les activités abandonnées figurent ci-dessous :

	\$
Gain sur cession d'actifs et bénéfice avant impôts sur les bénéfices	263
Impôts sur les bénéfices	82
Bénéfice des activités abandonnées	181

Les actifs ont été cédés pour un montant de 1 781 206 \$, résultant en un gain sur cession de 263 113 \$. En contrepartie, la société a reçu 875 131 \$ en espèces, un effet à recevoir de 862 766 \$ et l'assumption d'un emprunt de 43 309 \$.

NOTE 5 — IMPÔT REMBOURSABLE AU TITRE DE DIVIDENDES

La société est une « société privée sous contrôle canadien » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ce qui peut lui permettre de recevoir le remboursement d'une partie des impôts qu'elle a payés. Le solde cumulé de l'impôt remboursable au titre de dividendes au 31 décembre 2006 est de 138 905 \$. La société pourra bénéficier du remboursement de ce montant à raison de 1 \$ pour chaque 3 \$ qu'elle versera en dividendes imposables si elle a toujours le statut de « société privée sous contrôle canadien » à la fin de l'exercice où les dividendes seront versés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 6 — DÉBITEURS

	2006	2005
	\$	\$
Clients et membres	34 637	44 486
Provision pour créances douteuses	(826)	(899)
	33 811	43 587

NOTE 7 — PLACEMENTS

	2006	2005
	\$	\$
À recevoir de sociétés contrôlées par des membres		
Effets à recevoir, sans intérêt, encaissables par versements mensuels variant de 155 \$ à 25 000 \$, échéant de 2007 à 2026	3 462	5 658
Effets à recevoir, intérêts variant de 5,5 % à 7,75 % et de taux préférentiel à taux préférentiel plus 2 %, encaissables par versements mensuels de 1 500 \$ à 10 416 \$, échéant de 2007 à 2016	5 318	1 573
Billets à recevoir à demande, sans intérêt	820	826
Billets à recevoir, intérêt à 7 % et au taux préférentiel plus 1,5 %, échéant de 2009 à 2013	567	8
Billets à recevoir à demande, intérêts variant de 3 % à 7,5 % et de taux préférentiel à taux préférentiel plus 1 %	731	539
	10 898	8 604
Autres placements	315	315
Provision pour pertes éventuelles	(602)	(495)
	10 611	8 424
Placements réalisables au cours du prochain exercice	3 606	3 924
	7 005	4 500



NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 7 — PLACEMENTS (suite)

Le tableau qui suit présente les placements regroupés par date d'encaissement :

	Encaissements					Total 2006
	moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	5 ans et plus	sans échéance	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Effets à recevoir						
Sans intérêt	1 913	1 108	146	295	-	3 462
Intérêts						
de 5,5 % à 6,5 %	427	536	201	233	-	1 397
de 7 % à 7,75 %	748	1 193	252	316	-	2 509
de taux préférentiel à taux préférentiel plus 2 %	379	643	320	70	-	1 412
Billets à recevoir						
Sans intérêt	-	-	-	-	628	628
Intérêts de 3 % à 7,5 %	139	198	-	-	185	522
de taux préférentiel						
à taux préférentiel plus 1 %	-	-	-	-	546	546
à taux préférentiel plus 1,5 %	-	85	30	-	-	115
Autres placements	-	-	-	-	20	20
	<u>3 606</u>	<u>3 763</u>	<u>949</u>	<u>914</u>	<u>1 379</u>	<u>10 611</u>

NOTE 8 — PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES

	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrains	1 165	-	1 165
Bâtisses	2 626	231	2 395
	<u>3 791</u>	<u>231</u>	<u>3 560</u>
	2005		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrains	1 126	-	1 126
Bâtisses	1 406	145	1 261
	<u>2 532</u>	<u>145</u>	<u>2 387</u>

Les produits bruts de location sont de 612 620 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 (347 210 \$ en 2005).

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 9 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrain	1 247	-	1 247
Bâtisse	3 870	1 223	2 647
Enseignes	68	46	22
Mobilier et agencement	335	125	210
Équipement	147	1	146
Matériel roulant	10	1	9
Équipements informatiques	169	99	70
Améliorations locatives	24	-	24
Équipements informatiques loués en vertu de contrats de location-acquisition	548	317	231
Équipements loués en vertu d'un contrat de location-acquisition	412	199	213
	6 830	2 011	4 819

	2005		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Terrain	1 247	-	1 247
Bâtisse	3 861	1 113	2 748
Enseigne	66	39	27
Mobilier et agencement	157	109	48
Équipements informatiques	123	81	42
Équipements informatiques loués en vertu de contrats de location-acquisition	645	389	256
Équipements loués en vertu d'un contrat de location-acquisition	412	117	295
	6 511	1 848	4 663

Au cours de l'exercice, la société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles au montant de 212 000 \$ (37 720 \$ en 2005) et l'acquisition de biens loués en vertu de contrats de location-acquisition au montant de 131 000 \$ (151 885 \$ en 2005).



NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 10 — FRAIS REPORTÉS

	2006	2005
	\$	\$
Frais de financement	65	192
Frais d'affiliation	1 512	335
Incitatifs à la location	167	189
	1 744	716

NOTE 11 — ACTIFS INCORPORELS

	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Droits au bail	1 584	1 517	67
Clauses de non-concurrence	959	17	942
	2 543	1 534	1 009

	2005		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Droits au bail	1 584	1 359	225

La variation de la valeur comptable des actifs incorporels se présente comme suit :

	2006	2005
	\$	\$
Solde au début	225	383
Clauses de non-concurrence à l'acquisition d'entreprises (note 3)	959	-
Amortissement de l'exercice (note 20)	(175)	(158)
Solde à la fin	1 009	225

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 12 — DÉCOUVERT ET EMPRUNT BANCAIRES

La société dispose de marges de crédit bancaires autorisées totalisant 24 750 000 \$. Les marges de crédit sont renouvelables annuellement et portent intérêt au taux préférentiel. La société a consenti des hypothèques mobilières totalisant 175 000 000 \$ grevant tous les biens meubles présents et futurs de la société, une cession générale des créances, une garantie constituée aux termes de l'article 427 de la *Loi sur les banques* ainsi qu'une hypothèque mobilière de 30 000 000 \$ couvrant tous les droits aux baux des pharmacies.

La convention d'emprunt stipule que la société doit maintenir un ratio consolidé de fonds de roulement, une valeur corporelle nette consolidée minimum et qu'elle est limitée pour les cautionnements qu'elle peut donner.

Au 31 décembre 2006, les conditions de financement étaient respectées.

NOTE 13 — CRÉDITEURS

	2006 \$	2005 \$
Fournisseurs et frais courus	12 956	17 930
Salaires et charges sociales	842	704
	<hr/>	<hr/>
	13 798	18 634
	<hr/>	<hr/>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 14 — DETTE À LONG TERME

	2006 \$	2005 \$
Emprunt, 6,27 %, remboursable par versements mensuels de 99 800 \$ en capital plus intérêts, garanti par une hypothèque mobilière de 25 000 000 \$ sur l'universalité des biens et une hypothèque mobilière de 30 000 000 \$ sur les baux, échéant en mai 2007	597	1 794
Hypothèques immobilières, intérêts variant de 5,55 % à 6,76 %, garanties par les propriétés immobilières, remboursables par versements mensuels variant de 3 579 \$ à 5 706 \$ en capital plus intérêts, échéant de 2012 à 2020, renouvelables de 2009 à 2011 (1)	1 594	881
Hypothèques immobilières, intérêts variant de 5,50 % à 7,37 %, garanties par le terrain et la bâtisse, remboursables par versements mensuels variant de 14 722 \$ en capital plus intérêts, échéant en 2016, renouvelables en 2007 (1) (2)	1 767	1 943
Effets à payer, 7 %, remboursables en 2007	400	400
Obligations découlant de contrats de location-acquisition, 6 % à 7,80 %, remboursables par versements mensuels variant de 63 \$ à 7 987 \$, capital et intérêts, échéant de juin 2007 à septembre 2010	491	570
Avances, sans intérêt, remboursables par versements mensuels variant de 2 500 \$ à 4 166 \$	87	433
Effets à payer, sans intérêt, remboursables par versements mensuels variant de 625 \$ à 27 083 \$, échéant de 2007 à 2015	3 931	4 828
Effets à payer, 6,5 % jusqu'au 30 juin 2011 et taux préférentiel plus 1 % par la suite, versements des intérêts seulement jusqu'au 30 juin 2007 et versements mensuels de 7 353 \$ à compter de cette date	600	-
	9 467	10 849
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	2 780	4 015
	6 687	6 834

(1) Les hypothèques immobilières incluent des clauses restrictives qui sont toutes respectées au 31 décembre 2006.

(2) Les hypothèques seront renouvelées, conditionnellement au respect des clauses restrictives incluses dans les ententes actuelles. Les clauses restrictives sont respectées au 31 décembre 2006 et, de l'avis de la direction, ces clauses seront respectées au moment du renouvellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 14 — DETTE À LONG TERME (suite)

Les versements exigibles à effectuer et les soldes renouvelables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	<u>EXIGIBLES</u>	<u>RENOUVELABLES</u>
	Dettes à long terme	Obligations découlant de contrats de location-acquisition
	\$	\$
2007	2 593	213
2008	571	173
2009	342	124
2010	337	28
2011	130	-
	<u>3 973</u>	<u>538</u>
Intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	-	47
	<u>3 973</u>	<u>2 735</u>
	<u>3 973</u>	<u>2 735</u>

NOTE 15 — CAPITAL-ACTIONS

Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions, sans valeur nominale de :

Catégorie A, votantes, participantes, rachetables au gré de la société au montant de 250 \$ l'action

Catégorie B, non votantes, non participantes, rachetables au gré de la société au montant de 8,85 \$ l'action

Actions émises	2006	2005
	\$	\$
193 (189 en 2005) actions de catégorie A	<u>49</u>	<u>48</u>

Au cours de l'exercice, la société a émis 12 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 3 000 \$ et a racheté 8 actions de catégorie A pour une considération en espèces de 2 000 \$ (en 2005, rachat de 2 actions pour une considération en espèces de 500 \$).

L'excédent du capital versé des actions rachetées sur la contrepartie versée, au montant de 32 \$, a été porté au surplus d'apport.



NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 16 — SURPLUS D'APPORT

Le surplus d'apport provient de l'excédent du capital versé des actions catégorie A sur la contrepartie versée lors du rachat.

NOTE 17 — ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les engagements pris par la société en vertu de contrats de location-exploitation échéant de 2007 à 2013 totalisent 3 623 519 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

	\$
2007	1 014
2008	726
2009	533
2010	451
2011	300

Les engagements pris par la société en vertu de baux pour des espaces commerciaux échéant de 2007 à 2022 totalisent 54 309 505 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

	\$
2007	8 111
2008	7 608
2009	7 074
2010	6 158
2011	5 405

La société sous-loue l'ensemble des locaux reliés à ces baux à ses membres et à des sociétés contrôlées par des membres aux mêmes conditions. Aucun produit de sous-location et aucune dépense de loyer n'ont été présentés dans les résultats de la société, celle-ci n'agissant qu'à titre d'intermédiaire et n'étant pas le principal obligé de ces engagements.

La société s'est également engagée à acquérir deux immeubles pour un montant total de 1 750 000 \$, entièrement financé par deux emprunts hypothécaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 18 — FLUX DE TRÉSORERIE

Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation

	2006	2005
	\$	\$
Débiteurs	9 776	(4 317)
Stocks	1	(116)
Frais payés d'avance	34	(239)
Créditeurs	(4 953)	(513)
Produits perçus d'avance	406	248
Produits d'exclusivité reportés	6 041	2 703
Impôts sur les bénéfices	380	148
	11 685	(2 086)

Renseignements supplémentaires

	2006	2005
	\$	\$
Intérêts versés	1 129	1 089
Intérêts encaissés	167	72
Impôts sur les bénéfices versés	2 744	2 048

En vertu d'ententes commerciales conclues avec certains fournisseurs, la société compense les encaissements de certains placements par une réduction des effets à payer à ces fournisseurs. Ces transactions n'ont aucun impact sur les flux de trésorerie de la société et totalisent 3 322 159 \$ (1 939 171 \$ en 2005).



NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 19 — FRAIS DE FINANCEMENT NETS

	2006	2005
	\$	\$
Intérêts et pénalités	22	-
Frais bancaires	91	23
Intérêts sur emprunt bancaire	702	715
Intérêts sur dette à long terme	399	406
Amortissement des frais de financement reportés	127	127
Produits de placements et intérêts	(363)	(147)
	978	1 124

NOTE 20 — AMORTISSEMENT

	2006	2005
	\$	\$
Propriétés immobilières	98	48
Immobilisations corporelles	403	416
Frais reportés, autres que les frais de financement	140	30
Actifs incorporels	175	158
	816	652

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 21 — IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux combiné effectif des impôts sur les bénéfices liés aux activités poursuivies de la société est de 32,02 % (31,02 % en 2005). Le rapprochement entre les impôts calculés au taux combiné effectif susmentionné et la provision pour les impôts se présentent comme suit :

	2006	2005
	\$	\$
Impôts au taux combiné effectif	1 212	1 166
Augmentation (diminution) :		
Augmentation du taux combiné effectif	38	-
Éléments non déductibles	207	206
Impôts liés aux exercices précédents	(6)	8
Autres éléments - montant net	110	(77)
	1 561	1 303
Composés de :		
Impôts exigibles	3 024	2 076
Impôts futurs	(1 463)	(773)

Les éléments importants de la situation de la société au titre d'actifs et passifs d'impôts futurs sont les suivants :

	2006	2005
	\$	\$
Propriétés immobilières et immobilisations corporelles	(98)	(128)
Frais reportés	(477)	(79)
Produits d'exclusivité reportés	2 750	881
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	155	180
Autres	24	36
Impôts futurs nets	2 354	890
Composés de :		
Actif d'impôts futurs à court terme	83	-
Actif d'impôts futurs à long terme	2 315	890
Passif d'impôts futurs à court terme	(44)	-
	2 354	890

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 22 — OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations conclues par la société avec des apparentés au cours de l'exercice :

	2006	2005
	\$	\$
Produits		
Entités contrôlées par des membres du conseil d'administration	3 673	3 250

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

À la date du bilan, les soldes suivants sont à recevoir de ces apparentés :

	2006	2005
	\$	\$
Débiteurs	3 089	7 238
Placements	1 850	1 250

NOTE 23 — INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

La société évalue la condition financière de ses clients sur une base continue et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. La société établit une provision pour créances douteuses en tenant compte du risque de crédit de clients particuliers, des tendances historiques et d'autres renseignements. Ces clients respectent les politiques de crédit qui leur sont accordées. Une portion importante des débiteurs est à recevoir de membres. Cependant, la société n'est exposée à aucun risque de crédit important par rapport à un client particulier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

NOTE 23 — INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La société a émis des effets et billets à recevoir et utilise une marge de crédit comportant des taux d'intérêt variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation du taux d'intérêt préférentiel. Cependant, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats et la situation financière de la société.

JUSTE VALEUR

La juste valeur des débiteurs, du découvert bancaire, de l'emprunt bancaire et des créditeurs est égale à leur valeur comptable étant donné leur date d'échéance à court terme.

La juste valeur des placements à long terme, dont la quasi-totalité a été consentie à des membres, et des effets à payer sans intérêt, dont la totalité est due à des fournisseurs, n'a pas été déterminée puisque ces transactions sont faites dans le cadre de maintien et de développement de relations commerciales et ne reflètent pas nécessairement les conditions qui seraient négociées avec des tiers.

La juste valeur des autres dettes à long terme correspond approximativement à la valeur comptable étant donné que la majeure partie porte intérêt à des taux qui se rapprochent des taux du marché.

NOTE 24 — ÉVENTUALITÉS

La société est partie et éventuellement assujettie à des réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, mais sans s'y limiter, aux réclamations liées à la responsabilité du fait des produits, à la main-d'œuvre et à l'emploi. Bien que l'issue de ces questions ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et litiges, dans la mesure où ils ne sont pas couverts par les polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les présents états financiers consolidés.

NOTE 25 — CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2005 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2006.



RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de Uniprix inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer différentes méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances.

Les principales conventions comptables retenues sont indiquées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les états financiers contiennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers consolidés.

Uniprix maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs conçus de façon à fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de Uniprix est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs externes. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, ainsi que les vérificateurs externes, afin de discuter des contrôles internes, des questions comptables, de vérification et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque intervenant remplit correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsqu'il approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes, Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L. conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Le président et chef de la direction



François Castonguay

Le directeur principal des finances
et de la comptabilité



Michel Michelin, CA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE UNIPRIX INC.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de UNIPRIX INC. au 31 décembre 2006 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Behna Cormier Gougeon Ouellette S.E.N.C.R.L.

Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal
Le 28 mars 2007





UNIPRIX

unipharm

CLINIQUE
Santé

UNICLINIQUE

5000, boulevard Métropolitain Est, Saint-Léonard (Québec) H1S 3G7